



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

27-07-2017

GM&S : stopper la casse

Lundi 24 juillet, le tribunal de commerce de Poitiers a repoussé la décision de statuer sur le sort de l'équipementier automobile GM&S de La Souterraine, dans la Creuse. Les travailleurs de cette usine se battent avec détermination depuis sept mois pour le maintien de l'usine et de leurs emplois, ils ont notre total soutien dans ce combat.

Ces dernières semaines ils ont bloqué des sites de Peugeot et Renault, une colère légitime quand le repreneur voit toutes ses exigences satisfaites, 157 travailleurs sont menacés de licenciement.

Cette entreprise, spécialisée dans l'emboutissage et l'assemblage de pièces, est menacée de fermeture. Comme des centaines d'autres, elles sont opérationnelles, rentables selon les experts.

GM&S a des commandes pour 40 millions d'euros ce qui la rend viable, leurs principaux clients ont garanti leurs commandes, l'Etat et les constructeurs Renault et Peugeot vont apporter 15 millions d'euros pour l'investissement, l'équipementier de St-Etienne, GMD, a le beurre et veut l'argent du beurre, il exige en plus 157 licenciements comme condition de la reprise.

Comme chaque fois tout est fait pour restructurer avec une perte d'emplois massive, quand ce n'est pas la fermeture ou la délocalisation pour tirer toujours plus de profit.

Les travailleurs de La Souterraine ont déjà une longue expérience. L'usine comptait 600 salariés en 1989. Le 11 avril 2014, le site est repris avec 280 postes par le groupe italien GM&S Industry de Gianpiero Colla un spécialiste de la liquidation, il a fermé sept des huit entreprises qu'il a racheté.

Le scénario est toujours le même, un repreneur a qui le gouvernement brade l'usine avec aide financière sans aucune garantie, des tables rondes sont organisées...Toute cette mise en scène pour endormir l'opinion et créer des illusions, les travailleurs sont jetés comme des kleenex et les patrons réalisent une affaire juteuse.

Une fois de plus le gouvernement vient au secours des multinationales et pour accompagner la casse, il promet des « plan sociaux », des indemnités, du reclassement, des « primes de formation » ou des « aides » à la « création d'entreprise ». Le ministre de l'économie Bruno Le Maire, a assuré il y a quelques jours encore que « pas un seul salarié ne sera laissé de côté » (on connaît le discours), il faut que les salariés se plient à ce plan présenté comme étant la "seule solution".

Si les travailleurs ne s'en laissent pas compter et continuent la lutte, le gouvernement menace, fait intervenir les forces de l'ordre, les tribunaux comme chez Goodyear.

La grande peur de tous ces valets du capital, c'est que la lutte contre les licenciements, pour l'emploi, les salaires se développe, se propage à l'ensemble des travailleurs et provoque une opposition généralisée, une explosion sociale.

Les capitalistes et Macron l'ont bien compris, c'est ce qu'ils redoutent le plus.

Le pouvoir, les responsables politiques de droite comme de gauche, certains syndicats accompagnent cette casse pour faire passer les plans de licenciements sans faire trop de vagues.

Goodyear, Whirpool ou GM&S la combativité des ouvriers est là, la lutte sociale est présente, alors que manque-t-il?

Les multinationales capitalistes dirigent le pays.

Avec leur gouvernement, elles organisent la surexploitation du peuple. Elles veulent aller encore plus loin, faire encore plus de profit sur le dos du peuple.

La seule perspective pour défendre réellement les emplois c'est de mener la lutte politique.

La seule façon de défendre les emplois et pas seulement ceux des usines « en difficulté » c'est de confisquer les richesses énormes créées par le travail et de les mettre au service de la société, pour répondre aux aspirations du peuple, pour rendre le développement économique et social possible.

Pour cela il n'y a qu'une solution : la lutte anticapitaliste sans compromis et prendre le pouvoir aux capitalistes. C'est la seule alternative crédible à la politique actuelle. Il faut avoir à sa disposition les moyens de production et d'échange, le pouvoir économique, financier, le pouvoir de décision. Les multinationales capitalistes en disposent. Il faut leur arracher par la lutte et en confier la gestion et le contrôle au peuple. C'est la condition pour avoir le moyen de changer complètement la politique sociale, industrielle. Tant qu'ils auront le pouvoir, on ne peut pas changer fondamentalement le cours de cette politique, il faut le leur arracher.

Il faut leur prendre le pouvoir économique, financier, le pouvoir politique :

Prendre les richesses créées par le travail et détournées par les capitalistes,

Prendre les grands moyens de production et d'échange aux multinationales industrielles et commerciales, aux grandes banques et sociétés financières,

Nationaliser totalement et **contrôler** étroitement les secteurs clés de l'économie, afin qu'ils soient gérés par le peuple.

Ce sont les conditions incontournables.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes appelle à l'union dans la lutte pour faire reculer le capital et ses serviteurs. C'est pourquoi nous appelons à participer activement à la préparation de la grande journée nationale interprofessionnelle d'action du 12 septembre.